

Document de travail

Notes et analyses de l'ITCEQ

N° 60 – 2017

La rémunération des salariés 2010-2017

Monji Ben Chaâben

monji.benchaaben@itceq.tn

Juin 2017



La présente note est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de l'auteur et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Cette étude a été réalisée à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) en 2017. Sous la supervision de Monsieur Habib Zitouna Directeur Général de l'ITCEQ et de Mme. Mounira Bou Ali, par Mr. Monji Ben Chaâben Directeur des études sectorielles, Direction Centrale des Études Économiques.

Introduction

La rémunération des salariés, au niveau macroéconomique et sectoriel, est déterminante dans les travaux sur la productivité, ainsi que ceux s'intéressant à la répartition des revenus. Ainsi, l'estimation de son évolution de manière régulière¹ est indispensable. Ce document s'insère dans cette vision.

Les éléments de base qui sont à l'origine de l'estimation de la variation de la rémunération des salariés sont :

- Les augmentations des salaires minimas décrétées par le gouvernement,
- Les augmentations de salaires issues des négociations salariales entre les deux partenaires sociaux UGTT et UTICA et traduites dans les conventions collectives sectorielles,
- Les augmentations décrétées aux secteurs non couverts par les conventions collectives,
- Les augmentations de salaires accordées aux fonctionnaires et aux personnels des entreprises publiques, après un commun accord entre le gouvernement et l'UGTT,
- L'impact des recrutements,
- L'estimation des avancements et des promotions.

Ainsi, et en plus des données disponibles, certaines hypothèses sont maintenues pour réaliser une estimation plausible :

- ✓ Au niveau des augmentations des SMIG et SMAG, il est maintenu pour 2017 une hausse dans les mêmes proportions que l'inflation et applicable à partir du 1^{er} juillet,
- ✓ Au niveau des augmentations accordées au secteur privé, au cours de l'année 2015, le taux retenu est de 6%, ce taux est maintenu pour 2016. Pour 2017, l'hypothèse retenue est de 4%. C'est l'amélioration relative prévue de la croissance conjuguée au fléchissement de l'inflation qui justifie ce choix.

¹ La comptabilité nationale publie en t₂ *définitif*, t₁ *semi-définitif* et en t *provisoire*, pour la dernière année disponible.

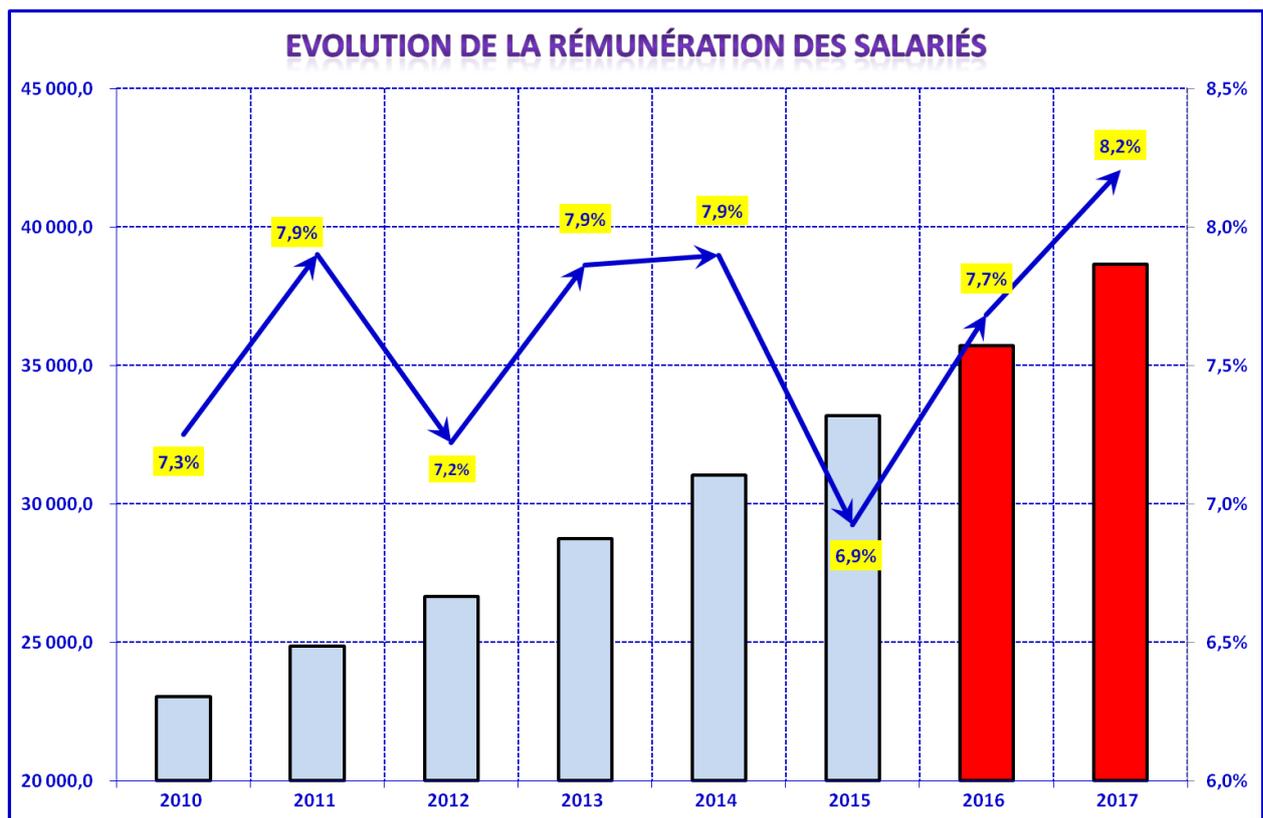
1. La rémunération des salariés

a. En termes nominaux, la rémunération des salariés augmenterait de 2 932 MD en 2017, passant de 35 725 MD à 38 657 MD, soit un accroissement de 8,2%.

Cette variation est due à raison de 32,6% aux avancements et promotions, à 49% aux nouvelles mesures et à 17% aux nouveaux recrutements.

Depuis 2010, et comme le montre le graphique suivant, la rémunération des salariés a augmenté, en moyenne de 7,7% annuellement contre 6,6% pour le PIB nominal.

Au niveau de l'Administration, la rémunération des salariés augmenterait de 9,1%, contre 7,5% pour le secteur productif non agricole. Cette évolution s'explique par les récentes mesures décrétées pour les fonctionnaires à raison de 60,4% (40% pour les secteurs productifs non agricoles). Il est à noter que les salaires distribués aux fonctionnaires représentent 38,4% de la masse salariale de l'économie.

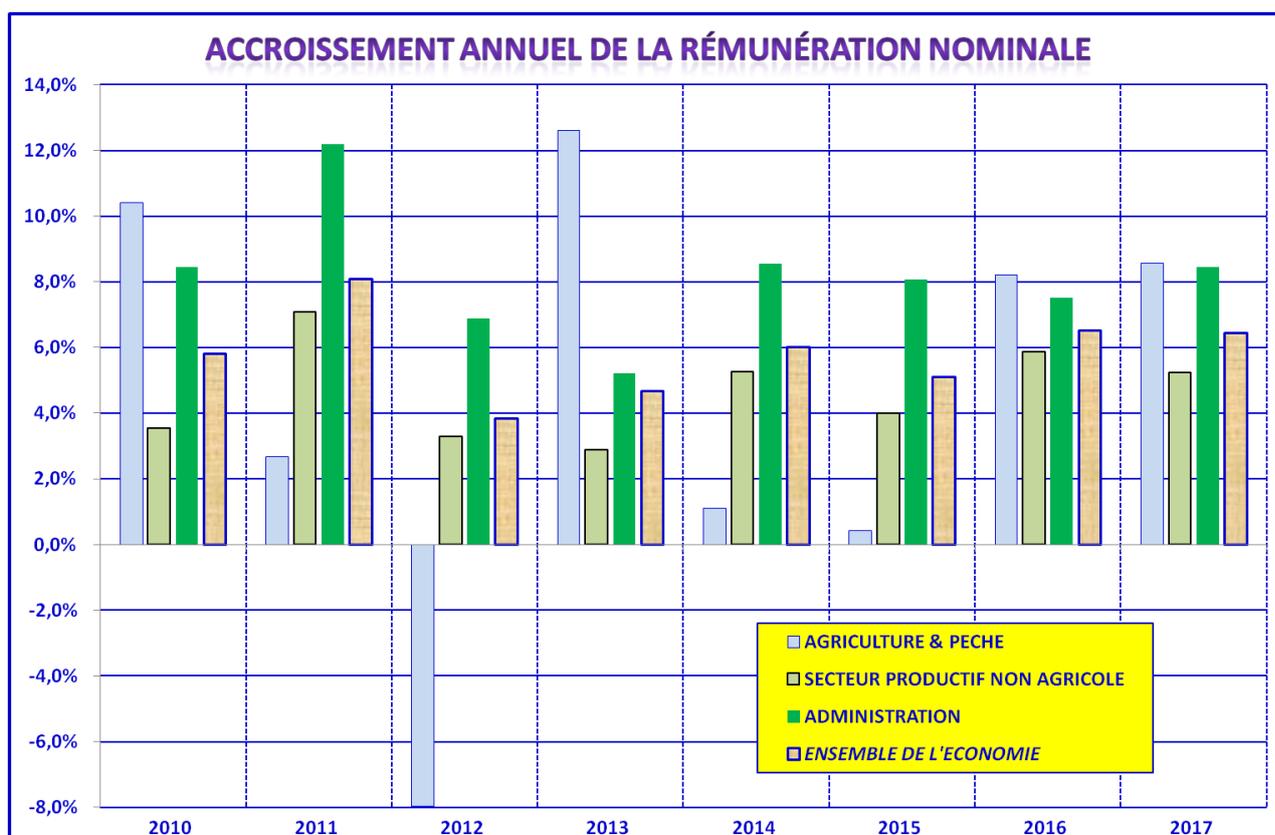


Source : Comptabilité nationale, Budget Economique et calculs de l'auteur

b. L'emploi salarié serait en 2017 de 2 529 milles personnes, en accroissement de 1,7% ; les créations nettes totales (salariales & non salariales) seraient de 58 000 dont 4 000 au niveau de l'Administration. Ainsi, la part de l'emploi dans l'administration (par rapport à l'emploi

salarié total) a connu une phase ascendante entre 2010 et 2013, passant de 25,1% à 26,3%, pour fléchir par la suite et atteindre 25,4% en 2017.

La rémunération nominale annuelle moyenne évoluerait de 6,4% au niveau de l'ensemble de l'économie, soit presque le même taux qu'en 2016 (6,5%). Le salaire moyen des fonctionnaires augmenterait de 8,5%, celui du secteur agricole serait de 8,6% contre seulement 5,2% pour le secteur productif non agricole.



Source : Calculs de l'auteur

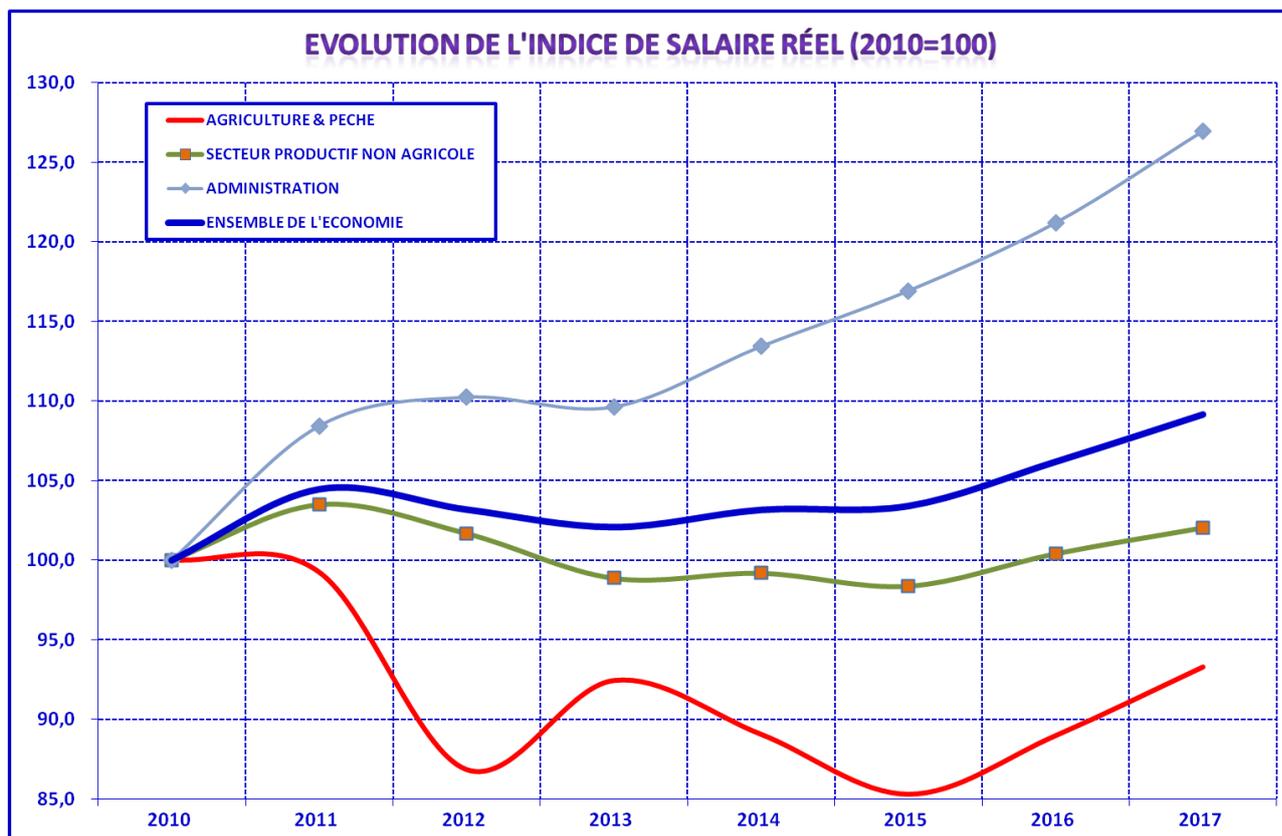
Sachant que l'inflation serait de 3,6% en 2017, l'évolution de la rémunération réelle annuelle² s'améliorerait de 2,8%, alors qu'elle était négative en 2012 & 2013 (-1,2% et -1,1%), et en relative amélioration depuis.

Ainsi, et selon les hypothèses retenues, l'indice de salaires moyens réels pour l'ensemble de l'économie serait de 109,2 (base 100 en 2010). Par secteur d'activité, celui des salaires des fonctionnaires serait de 126,9 en 2017, en progression de 4,7% ; alors que pour le secteur

² Elle traduit le pouvoir d'achat des salariés

productif non agricole, l'appréciation du pouvoir d'achat ne serait que de 1,6% en 2017 et de 4,8% pour l'agriculture & pêche (l'indice atteindrait 93,3 en 2017).

Ces résultats montrent clairement la détérioration du pouvoir d'achat des salariés agricoles, sa quasi-stabilité pour les travailleurs salariés dans le secteur productif non agricole et son accroissement pour les fonctionnaires de l'Administration.



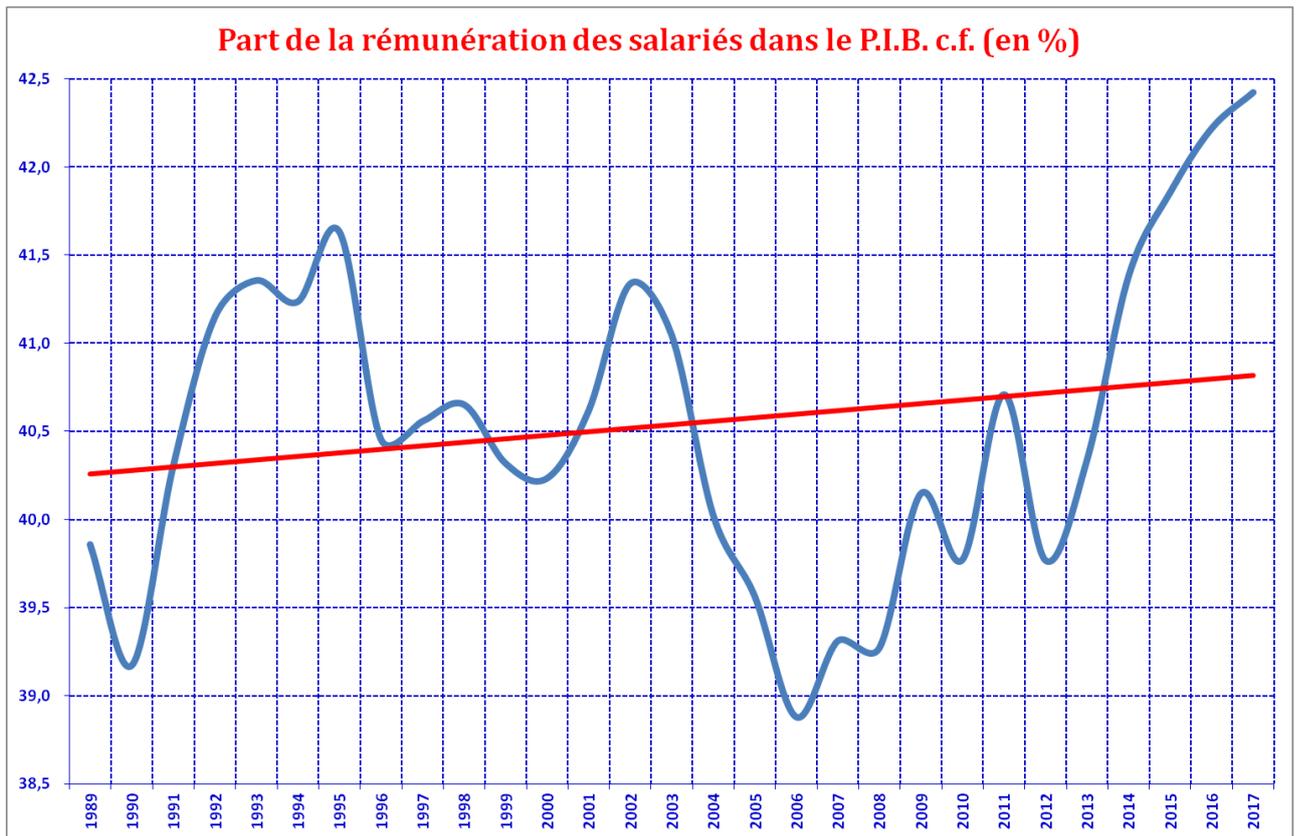
Source : Calculs de l'auteur

2. L'importance de la rémunération des salariés

La croissance de la rémunération des salariés a été relativement importante ces dernières années, celle du P.I.B. n'a pourtant pas été aussi élevée.

Ainsi, la part des salaires dans le P.I.B. c.f. est passée de 39,8% en 2010 à 42,4% en 2017, soit un accroissement de presque 2,7 points de pourcentage : 1,7 pt en 2011-2013 et 1 pt en 2014-2017.

Le graphique qui suit, montre que la part de la rémunération des salariés dans le PIB c.f. n'a jamais été aussi importante depuis 1989. En effet, cette part atteindrait plus de 42% en 2017 alors qu'elle ne dépassait pas les 40% avant 2011.



Source : Comptabilité nationale, Budget Économique et calculs de l'auteur

Annexe statistique

1- Estimation de la masse salariale pour la période 2016-2017

ESTIMATION DE LA MASSE SALARIALE POUR 2016

	Année Précédente	Avancement & Promotion	Recrutement	Nouvelles mesures	Ajustements recrutement	Ajustements Compta-nat.	Salaires minimales	T O T A L	A ^{ctt} 2016
AGRICULTURE & PECHE	1 124,7	22,5	9,0	47,5	26,4		6,3	1 236,3	9,9%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	19 494,4	487,4	110,4	592,0	165,7		24,7	20 874,5	7,1%
ADMINISTRATION	12 556,9	376,7	52,8	582,6	45,3		-	13 614,4	8,4%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	33 176,0	886,6	172,2	1 222,1	237,4	0,0	31,0	35 725,2	7,7%
	92,9%	2,5%	0,5%	3,4%	0,7%	0,0%	0,1%	100,0%	
		2,7%	0,5%	3,7%	0,7%	0,0%	0,1%		

ESTIMATION DE LA MASSE SALARIALE POUR 2017

	Année Précédente	Avancement & Promotion	Recrutement	Nouvelles mesures	Ajustements recrutement	Ajustements Compta-nat.	Salaires minimales	T O T A L	A ^{ctt} 2017
AGRICULTURE & PECHE	1 236,3	24,7	3,7	50,3	26,3		8,7	1 350,0	9,2%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	20 874,5	521,9	229,0	635,1	159,3		29,5	22 449,2	7,5%
ADMINISTRATION	13 614,4	408,4	42,6	750,9	41,9		-	14 858,2	9,1%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	35 725,2	955,0	275,3	1 436,2	227,5	0,0	38,2	38 657,4	8,2%
	92,4%	2,5%	0,7%	3,7%	0,6%	0,0%	0,1%	100,0%	
		2,7%	0,8%	4,0%	0,6%	0,0%	0,1%		

2- Evolution de la masse salariale sur la période 2007-2017

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE (en MD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	736,3	818,0	786,1	737,6	896,9	937,3	1 003,7	1 067,3	1 124,7	1 236,3	1 350,0
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	11 467,0	13 047,8	13 717,5	14 777,8	15 454,2	16 207,9	17 203,9	18 426,4	19 494,4	20 874,5	22 449,2
ADMINISTRATION	5 832,9	6 297,2	6 981,9	7 527,8	8 512,8	9 514,8	10 548,5	11 534,2	12 556,9	13 614,4	14 858,2
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	18 036,2	20 162,9	21 485,4	23 043,3	24 864,0	26 660,0	28 756,2	31 027,8	33 176,0	35 725,2	38 657,4

EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE (en 1000)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	162,6	165,5	173,9	147,8	175,0	198,7	189,0	198,8	208,6	211,9	213,2
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	1 422,9	1 469,2	1 468,4	1 527,8	1 492,1	1 515,0	1 563,1	1 590,6	1 618,2	1 636,5	1 672,4
ADMINISTRATION	547,2	558,8	566,2	562,9	567,4	593,3	625,1	629,7	634,3	639,6	643,6
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	2 132,8	2 193,5	2 208,5	2 238,5	2 234,5	2 307,0	2 377,3	2 419,1	2 461,0	2 488,0	2 529,2

EVOLUTION DU SALAIRE ANNUEL MOYEN (en D)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	4 527	4 942	4 521	4 992	5 125	4 716	5 311	5 369	5 392	5 834	6 333
	-7,3%	9,2%	-8,5%	10,4%	2,7%	-8,0%	12,6%	1,1%	0,4%	8,2%	8,6%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	8 059	8 881	9 342	9 672	10 357	10 699	11 006	11 584	12 047	12 756	13 423
	6,9%	10,2%	5,2%	3,5%	7,1%	3,3%	2,9%	5,3%	4,0%	5,9%	5,2%
ADMINISTRATION	10 659	11 270	12 331	13 374	15 003	16 037	16 875	18 317	19 798	21 286	23 086
	8,1%	5,7%	9,4%	8,5%	12,2%	6,9%	5,2%	8,5%	8,1%	7,5%	8,5%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	8 457	9 192	9 729	10 294	11 127	11 556	12 096	12 826	13 481	14 359	15 285
	6,0%	8,7%	5,8%	5,8%	8,1%	3,9%	4,7%	6,0%	5,1%	6,5%	6,4%

3- Evolution du salaire moyen et du pouvoir d'achat sur la période 2007-2017

EVOLUTION DU SALAIRE MENSUALISE MOYEN (en D)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	377	412	377	416	427	393	443	447	449	486	528
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	672	740	778	806	863	892	917	965	1 004	1 063	1 119
ADMINISTRATION	888	939	1 028	1 115	1 250	1 336	1 406	1 526	1 650	1 774	1 924
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	705	766	811	858	927	963	1008	1069	1123	1197	1274
S.M.I.G. 40 h / Mois	207,8	217,9	225,2	235,0	256,3	275,6	275,6	300,7	325,8	341,7	353,8
S.M.I.G. 48 h / Mois	239,8	251,9	260,6	272,5	295,7	320,0	320,0	348,1	376,2	395,3	409,4
S.M.A.G. / Jour	7,379	7,749	8,019	8,380	9,000	10,608	11,608	12,304	13,000	13,484	13,963

EVOLUTION INDICIAIRE DU SALAIRE MOYEN (2010 = 100)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	90,7	99,0	90,6	100,0	102,7	94,5	106,4	107,6	108,0	116,9	126,9
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	83,3	91,8	96,6	100,0	107,1	110,6	113,8	119,8	124,6	131,9	138,8
ADMINISTRATION	79,7	84,3	92,2	100,0	112,2	119,9	126,2	137,0	148,0	159,2	172,6
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	82,2	89,3	94,5	100,0	108,1	112,3	117,5	124,6	131,0	139,5	148,5
S.M.I.G. 40 h	88,4	92,7	95,8	100,0	109,0	117,3	117,3	127,9	138,6	145,4	150,5
S.M.I.G. 48 h	88,0	92,4	95,6	100,0	108,5	117,4	117,4	127,8	138,1	145,1	150,2
S.M.A.G.	88,1	92,5	95,7	100,0	107,4	126,6	138,5	146,8	155,1	160,9	166,6

EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT (2010 = 100)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
AGRICULTURE & PECHE	102,8 -10,2%	106,8 4,0%	94,4 -11,6%	100,0 5,9%	99,2 -0,8%	86,9 -12,5%	92,4 6,4%	89,1 -3,6%	85,3 -4,2%	89,0 4,3%	93,3 4,8%
SECTEUR PRODUCTIF NON AGRICOLE	94,4 3,5%	99,1 4,9%	100,7 1,6%	100,0 -0,7%	103,5 3,5%	101,7 -1,8%	98,9 -2,8%	99,2 0,3%	98,4 -0,8%	100,4 2,1%	102,0 1,6%
ADMINISTRATION	90,3 4,7%	90,9 0,7%	96,1 5,7%	100,0 4,1%	108,4 8,4%	110,2 1,7%	109,6 -0,6%	113,4 3,5%	116,9 3,1%	121,2 3,7%	126,9 4,7%
ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	93,1 2,7%	96,3 3,5%	98,5 2,2%	100,0 1,5%	104,5 4,5%	103,2 -1,2%	102,1 -1,1%	103,2 1,1%	103,4 0,2%	106,2 2,7%	109,2 2,8%
S.M.I.G. 40 h	100,2 0,3%	100,0 -0,2%	99,8 -0,2%	100,0 0,2%	105,4 5,4%	107,8 2,3%	101,9 -5,5%	105,9 4,0%	109,5 3,3%	110,7 1,1%	110,7 0,0%
S.M.I.G. 48 h	99,7 0,4%	99,7 0,0%	99,7 -0,1%	100,0 0,3%	104,9 4,9%	108,0 2,9%	102,0 -5,5%	105,8 3,7%	109,0 3,1%	110,5 1,3%	110,5 0,0%
S.M.A.G.	99,8 0,2%	99,8 0,0%	99,7 0,0%	100,0 0,3%	103,8 3,8%	116,4 12,1%	120,4 3,4%	121,6 1,0%	122,5 0,8%	122,5 0,0%	122,5 0,0%
PRIX A LA CONSOMMATION : 2010=100	88,3	92,7	95,9	100,0	103,5	108,8	115,1	120,8	126,6	131,3	136,0
Inflation	3,3%	5,0%	3,5%	4,2%	3,5%	5,1%	5,8%	4,9%	4,9%	3,7%	3,6%

4- Evolution des salaires minima sur la période 2010-2017

	1 ^{er} juillet 2010			1 ^{er} Mai 2011			1 ^{er} juillet 2012			1 ^{er} décembre 2012
	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	
Salaire de base	242,112	205,040		255,362	216,306		271,440	229,479		
ICP	30,368	30,000		30,368	30,000		30,368	30,000		
Indemnité de transport				10,000	10,000		16,112	16,112		
Prime d'assiduité							2,080			
TOTAL	272,480	235,040	8,380	295,730	256,306	9,000	320,000	275,591	10,608	11,608

<i>Augmentation mensuelle en Dinars</i>				23,250	21,266	16,120	24,270	19,285	41,808	67,808
				8,5%	9,0%	7,4%	8,2%	7,5%	17,9%	29,0%

Décret n° 2010-1746 du 17 juillet 2010	Décret 2011-679 du 9 Juin 2011	Décret 2012-1981 du 20 Septembre 2012
Décret n° 2010-1747 du 17 juillet 2010	Décret 2011-680 du 9 Juin 2011	Décret 2012-1982 du 20 Septembre 2012
	Décret 2011-681 du 9 Juin 2011	Décret 2012-1983 du 20 Septembre 2012

	1 ^{er} mai 2014			1 ^{er} mai 2015			1 ^{er} août 2016		
	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier	SMIG Régime 48h/semaine	SMIG Régime 40h/semaine	SMAG journalier
Salaire de base	289,536	244,559		307,632	259,639		326,768	275,586	
ICP	30,368	30,000		30,368	30,000		30,368	30,000	
Indemnité de transport	26,112	26,112		36,112	36,112		36,112	36,112	
Prime d'assiduité	2,080			2,080			2,080		
TOTAL	348,096	300,671	12,304	376,192	325,751	13,000	395,328	341,698	13,736

<i>Augmentation mensuelle en Dinars</i>	28,096	25,080	18,096	28,096	25,080	18,096	19,136	15,947	19,136
	8,8%	9,1%	6,0%	8,1%	8,3%	5,7%	5,1%	4,9%	5,7%

Décret n° 2014-2906 du 11 août 2014	Décret n° 2015-1762 du 9 Novembre 2015	Décret n° 2017-668 du 5 Juin 2017
Décret n° 2014-2907 du 11 août 2014	Décret n° 2015-1763 du 9 Novembre 2015	Décret n° 2017-669 du 5 Juin 2017
Décret n° 2014-2908 du 11 août 2014	Décret n° 2015-1764 du 9 Novembre 2015	

5- Majoration des salaires dans les secteurs non agricoles régis par le code de travail & non couverts par des conventions collectives sectorielles ou par des statuts particuliers

	Régime 40 h / semaine			Régime 48 h / semaine			rapport à l'augmentation des	
	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	Agents d'exécution	Agents de maîtrise	Cadres	Agents de maîtrise	Cadres
1989	6,240	10,400	12,480	7,500	12,500	15,000	1,67	2,00
1990	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1991								
1992	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1993	9,620	12,480	16,640	11,500	15,000	20,000	1,30	1,74
1994								
1995	8,753	11,613	15,080	10,500	14,000	18,000	1,33	1,71
1996	8,753	11,613	15,080	10,500	14,000	18,000	1,33	1,71
1997								
1998								
1999								
2000	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2001								
2002								
2003	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2004								
2005								
2006	10,400	13,346	17,506	12,500	16,000	21,000	1,28	1,68
2007								
2008								
2009	12,826	16,466	21,493	15,401	19,713	25,873	1,28	1,68
2010								
2011								
2012								
2013	26,433	33,973	44,373	31,720	40,768	53,248	1,29	1,68
2014								
2015								
2016	27,213	35,013	45,760	32,656	42,016	54,912	1,29	1,68
2017								

